



SABAH, MODÈLE EXEMPLAIRE À DEIR ALLA, EN JORDANIE

Sabah est une jeune femme vivant à Deir Alla, en Jordanie, qui était déterminée à faire quelque chose pour aider sa mère après le décès de son père. Elle a entendu parler d'un programme de formation sur l'énergie renouvelable financé par le Canada, et elle a décidé de s'y inscrire. « La formation a mis au jour des capacités que je ne me connaissais pas, s'est enthousiasmée Sabah. Elle m'a donné l'assurance et la motivation nécessaires pour réaliser mes ambitions. » Après la formation, Sabah s'est portée candidate aux élections locales de sa collectivité, et elle a remporté son siège avec près de 60 % des voix. Elle est un modèle pour les autres femmes qui se sentaient auparavant privées de pouvoir par les tenaces coutumes locales et les idées traditionnelles envers les femmes. Grâce au courage et à la détermination de Sabah, les jeunes femmes de Deir Alla savent désormais que leurs possibilités sont illimitées!

Le Programme du travail du Ministère offre également une assistance technique aux pays partenaires en finançant des projets de renforcement des capacités qui :

- soutiennent la modernisation de la politique et de l'administration du travail en vue de renforcer les institutions de gouvernance démocratique;
- font la promotion de la croissance économique tout en respectant les droits des travailleurs;
- améliorent la qualité des conditions de travail dans les pays partenaires.

En 2017-2018, le Programme du travail a financé des projets au Pérou (328 000 \$), au Costa Rica (200 000 \$), au Honduras (200 000 \$), au Mexique (5 000 \$) et en Ukraine (100 000 \$). Il a également versé 200 000 \$ à l'Organisation des États américains pour renforcer la

capacité des ministères du Travail à mettre en œuvre des lois, des politiques et des programmes relatifs au travail qui favorisent et respectent les droits fondamentaux du travail. Par exemple, au Honduras, la Fundación del Servicio Exterior para la Paz y la Democracia (FUNPADEM) met en œuvre un projet à l'issue des modifications apportées l'an dernier à son code du travail. La nouvelle loi sur l'inspection du travail a créé une Direction générale des inspections du travail. La loi introduira également un cadre opérationnel visant à traiter les questions de non-conformité avec le droit du travail en sanctionnant les pratiques antisyndicales. Des supports de communication seront créés pour faire connaître et respecter le nouveau processus d'inspection.

Grâce au Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, le Canada a également soutenu le programme Better Work de l'Organisation internationale du Travail en 2017-2018. Par exemple, au Vietnam, ce programme met en place des initiatives de sensibilisation au harcèlement sexuel dans le secteur du vêtement pour en réduire l'occurrence. L'investissement a contribué à renforcer les cadres stratégiques nationaux et a stimulé la conformité à l'échelle des entreprises dans ce domaine. Il a également amélioré les connaissances, la compréhension et le comportement des travailleurs à l'égard de ces questions.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS ÉQUITABLE À UN SYSTÈME DE JUSTICE FONCTIONNEL

L'accès équitable à la justice est un moyen de juguler la pauvreté, car il offre aux particuliers et aux collectivités une base juridique à invoquer pour revendiquer leurs droits et voir à ce que justice soit rendue. L'accès à la justice peut également transformer la garantie juridique de l'égalité des genres en améliorations réelles dans la vie quotidienne des femmes.

Le Canada a pour objectif de favoriser un accès équitable à un système de justice et à des services d'application de la loi justes qui font la promotion des droits de la personne des plus pauvres et des plus marginalisés, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes. Pour ce faire, il faut améliorer la sensibilité des institutions de la justice et de l'application de la loi aux questions d'égalité des genres. Il faut également s'assurer que les services de justice sont offerts aux particuliers dans leur collectivité et que ces derniers prennent conscience des questions juridiques.

Avec le soutien du gouvernement du Canada, le Centre d'études de la justice des Amériques a mis en œuvre un projet visant à améliorer l'accès à un système de justice civile équitable et efficient. Une telle justice respecte les droits de toutes les personnes qui participent aux procédures judiciaires. En 2017-2018, 770 représentants du gouvernement et de la société civile, dont 412 femmes, ont reçu une